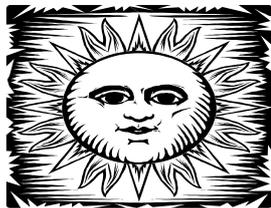


A SUD



LE SOLEIL BRILLE

## TOUS « CHARLIE » ? OUI, MAIS PAS TROP

Récemment, la Direction Régionale Touraine-Berry nous a interpellé sur notre dernier tract qui se faisait l'écho des Comités Techniques des 16 et 23 juillet dernier.

En clair, on nous a fait comprendre que ce n'était pas bien (et pas conseillé...) de publier,

en illustration de l'article, une œuvre de notre sculpteur en chef, Christian Folzer. C'était même une « atteinte à la vie privée » ! Z'ont pas honte d'avancer des trucs pareils ?

D'un côté, tout le monde (enfin presque) défile le 11 janvier avec les larmes aux yeux afin de rendre hommage à la liberté d'expression et à la salvatrice impertinence des artistes assassinés, de l'autre, on nous reproche de faire de l'ironie sur nos « vénérés » chefs. On retrouve donc à la DR le même syndrome qui a touché la DSCC et qui a poussé Tibi à nous faire une série de procès contre notre impertinence. Procès qu'il a systématiquement perdu...

On se dit qu'avec des démocrates de cette sorte, Marine Le Pen n'aura plus beaucoup de boulot si, par une sinistre logique, elle arrivait un jour au pouvoir : le sale boulot aura déjà été fait par des gens qui par leur inconscience et leur légèreté idéologique auront réduit à l'état de portion congrue nos moindres espaces de liberté...

## SERVICES AU PUBLIC ?

D'ici 2017, La Poste a l'intention de faire «labelliser» 500 bureaux au sein de «Maisons de Services Public» dans nos campagnes.

Ces «maisons» doivent comporter au moins 2 opérateurs nationaux de prestations sociales ou de l'emploi, être ouvertes au moins 24 heures par semaine, avoir un espace public et un espace de confidentialité et des outils informatiques avec liaison internet.

On «offrirait» ainsi aux citoyens, à défaut d'autre chose, un service public au rabais.

En clair, il s'agit de palier le désengagement de l'Etat dans nos campagnes. Désengagement qui, nous le soulignons, explique, en partie, la montée du vote pour l'extrême droite dans la ruralité. Ces politiques, menées par la droite comme par la gauche, au nom du dogme libéral, ont toujours été suivies avec zèle par les dirigeants de La Poste.

Dans cette optique, on envisage de nous faire collaborer avec des services aussi différents de ceux de la CAF, de la CPAM et même ceux de la gendarmerie ! Bosser avec la maréchaussée ? A ce niveau là, ça va finir par s'apparenter à des sévices publics...

## SURPRISE !

« Ah ! C'est ouvert aujourd'hui ? »...

Voilà ce qu'on entend de plus en plus fréquemment dans les bureaux rattachés. L'utilisateur s'étonne de voir son bureau de Poste **OUVERT**. Ceci dit, *ouvert* ne signifie pas fonctionnel : la caisse est parfois vide, le stock de timbres est en berne... Il n'y a bien que l'affichage qui soit à jour (en cas de contrôle !).

On ne sauve que la face, la «com». Il faut en vouloir pour continuer à fréquenter son bureau. Tout est organisé pour rebuter la population (fermetures fréquentes, subites et intempestives) et faire chuter la fréquentation. De quoi dégoûter les mairies et leur imposer par la force d'une brillante absence et d'un profond désengagement, d'avoir recours à une autre forme de présence postale.



## POUVOIR D'ACHAT ?

L'instauration de la pause méridienne pose de nombreux problèmes que La Poste n'arrive pas à résoudre.

Notons, entre autre, la disparition des 20 minutes de pause sur le temps de travail à la distri et la perte de l'indemnité de collation de 2 euros par jour soit une augmentation de temps de travail de 1H40 par semaine et une perte de revenus de 40 euros par mois... pas étonnant que M. Tibi, directeur de la DSSC félicite les facteurs et factrices du déploiement de la pause, c'est bon pour ses primes et SON pouvoir d'achat tout ça !



## MANAGEMENT COMMERCIAL

3,60 euros...

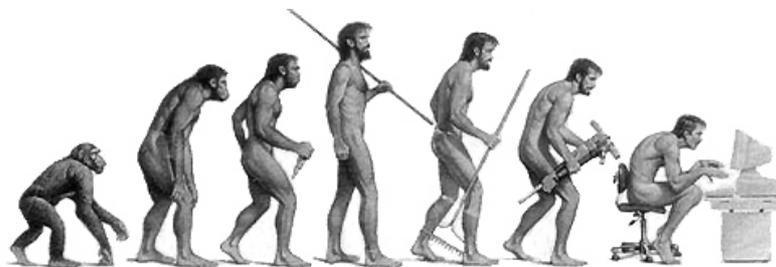
**S**UD n'a pas signé l'accord du 15 juillet dernier sur le «management commercial». Ce texte, signé par l'ensemble des autres organisations syndicales n'engage à rien et est, tout au plus, un outil de communication au service de La Poste. Il réaffirme que les entretiens individuels (très répétitifs) pour les conseiller-es sont des «incontournables» (avec tous les dérapages que cela comporte). De plus, La Poste déploie un nouvel outil destiné aux conseiller-es permettant de préparer beaucoup plus rapidement les «entretiens-clients» et d'affiner ainsi les approches personnalisées.

Ce qui semble une amélioration des outils de travail, risque fort, connaissant la pratique de certains managers, de se retourner contre les conseiller-es : en effet, ils auront encore moins «d'excuses» pour justifier le fait qu'ils n'aient pas atteint leurs objectifs sur tel ou tel «challenge».

Il aurait mieux valu que les revendications prenant en compte une réelle autonomie dans le travail des conseiller-es et l'arrêt de la course folle au chiffre d'affaire pour en revenir à un vrai travail de conseil, soient intégrées dans cet «accord-communication».

**L**e DET de Tours Marceau « s'active » pour trouver des lieux de restauration pour nos collègues de la distribution (pour cause de pause méridienne). Notons que cela n'a pas été le cas de tous les DET concernés... Plusieurs propositions oscillent entre 10 et 12 euros. Sauf que le ticket restaurant généreusement proposé par La Poste est de 3,60 euros : calculez la différence; c'est très en deçà de ce que La Poste prend en charge lorsque l'on va manger dans un restaurant administratif. Et c'est encore plusieurs dizaines d'euros par mois en plus à la charge des collègues de la distri !

## PORTAIL « TRES MALIN »...



**L**a Poste n'en finira jamais de trouver des subterfuges pour faire des économies... Cette année, l'offre sociale n'échappe pas aux délires de la digitalisation et de la numérisation à tout va : le chèque culture, seule prestation que plus de la moitié des postiers recevait sans avoir à le demander, a été, certes revalorisé (de 18 à 25€)... Mais dorénavant, il faudra s'inscrire sur le portail malin entre le 1er octobre et le 30 novembre pour pouvoir recevoir son chèque! Une manière de décourager les agents (et de contribuer à la baisse du courrier...); de plus, toutes les démarches d'attribution des différentes offres sociales devront être effectuées en ligne et tous les documents pour accéder aux prestations devront être numérisés!

Un tel processus impose à tout le monde d'avoir un accès internet et un moyen de numérisation de documents... Comment faire lorsqu'on n'en a pas? La Poste va-t-elle nous les fournir? Les agents auront-ils du temps dédié sur leur temps de travail pour y accéder??? En cas de difficultés, La Poste a réponse à tout : les agents (et retraité(e)s) pourront contacter un numéro « vert » ou un numéro « azur », payant pour ce dernier! Ils devront aussi être TRES patients pour obtenir une réponse car sur la « qualité » du contact, on ne peut rien vous dire, nos 15 appels sont restés sans réponse...

**Nous exigeons** de La Poste qu'elle fasse un courrier (ça c'est encore pour la baisse du courrier...) à chaque agent et une information dans tous les services!

## « DIALOGUE » SOCIAL A LA DISTRI.

**E**n Indre et Loire, dans certains bureaux, le « dialogue » social est une franche plaisanterie et parfaitement écrasé par la hiérarchie.

Un nouveau palier a été franchi récemment en convoquant une collègue qui avait eu l'outrecuidance de noter des remarques justifiées sur le cahier d'Hygiène et de Sécurité. Rappelons que Le registre d'hygiène et de sécurité doit être mis à la disposition de tous les agents et usagers, dans tous les services ou unités quels que soient les effectifs, afin de pouvoir consigner toutes les observations et suggestions relatives à la prévention des risques professionnels et à l'amélioration des conditions de travail.

Pour lui « apprendre » à s'exprimer sur ses conditions de travail, la hiérarchie a été chercher dans ses poubelles un défaut de service qu'elle aurait commis il y a belle lurette.

De l'art et la manière d'intimider le personnel... C'est lamentable mais cet évènement résume bien, à lui seul, l'état de délabrement du «dialogue» social à la distri sur la DSCC Touraine-Berry.

Tout cela pour que des cadres fassent carrière sur notre dos...

